



BREVET, PROGRAMMES, BACCALAURÉAT, DISCIPLINE...

DES CHANTIERS À L'ÉCOLE



© J.-S. EVRAD/SIPA

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, souhaite notamment améliorer l'enseignement des mathématiques.

EN CHIFFRES

- 1 104 400 personnes** étaient employées par l'Éducation nationale au cours de l'année scolaire 2016-2017. Parmi elles, se trouvaient près de 885 000 enseignants.
- 147,8 milliards d'euros** ont été dépensés pour l'Éducation en 2016, dont plus de 100 milliards pour le primaire et le secondaire. Cela équivaut à 7 820 euros par élève.
- 12,9 élèves** par enseignant ont été recensés dans les collèges et lycées de l'Hexagone en 2016. À titre de comparaison, ils étaient 9,7 par professeur en Belgique, et 17,5 aux Pays-Bas.
- 87,9 % des candidats** ont été diplômés du baccalauréat en 2017, soit une baisse de 0,6 point par rapport à 2016. Le taux de réussite au brevet des collèges a culminé à 89 %.
- 300 815 enfants** en situation de handicap ont été scolarisés dans les établissements de l'Éducation nationale en 2016-2017. Soit une augmentation de 7,5 % par rapport à l'année scolaire précédente.

Le gouvernement multiplie ces derniers temps les annonces concernant le système éducatif. Des travaux qui s'annoncent longs et délicats.

Du neuf au programme. Pas une semaine ne passe sans une nouvelle annonce sur l'école, visant à réformer un système éducatif jugé perfectible. Dernier exemple en date, le ministre Jean-Michel Blanquer, a annoncé hier qu'il confiait au scientifique et député LREM, Cédric Villani, la délicate mission d'améliorer l'enseignement des mathématiques – une matière où la France accuse un retard par rapport aux pays de l'UE. Preuve que l'éducation est un chantier à reprendre en permanence.

Les cartes rebattues
La première rentrée du quinquennat a montré que l'école était bien au centre du projet présidentiel. En témoignent le retour à la semaine de quatre jours, dès septembre, dans de nombreuses communes, ou les classes de CP dédoublées dans les secteurs défavorisés. Depuis, le gouvernement poursuit les annonces concrètes. A peine réformé par la gauche, le brevet des collèges devrait, par exemple, déjà être remanié en vue

de la session 2018, afin que le contrôle continu et l'examen final comptent autant l'un que l'autre. Dans le même esprit, Jean-Michel Blanquer a ouvert le bal des concertations pour proposer un nouveau baccalauréat en 2021. Le ministre souhaite aussi que les élèves maîtrisent les opérations de calcul dès le CP-CE1 plutôt qu'en CE2, et apprennent l'histoire et la littérature de façon plus chronologique. En revanche, l'écriture dite inclusive, censée mettre filles et garçons sur un pied d'égalité orthographique, ne devrait pas entrer dans les manuels scolaires. Blanquer juge qu'elle créerait «des polémiques inutiles». Une refonte des règles de discipline est également au menu. A commencer par l'interdiction, dès la rentrée 2018, des téléphones portables au collège, ou encore la création d'une «cellule laïcité» composée de juristes et d'experts de la radicalisation, afin de prévenir les «dérives» dans les établissements. Autant de mesures qui sont jugées insuffisantes par Frédéric Rolet, secrétaire général du

SNES, premier syndicat du second degré, mais «semblent aller dans le bon sens».

Des enseignants à convaincre
Comme ses prédécesseurs, Jean-Michel Blanquer multiplie les projets. Et comme eux, il doit faire face aux critiques. Après sa démission fin juin, l'ex-président du Conseil supérieur des programmes, Michel Lussault, avait ainsi accusé le ministre de vouloir «détricoter» les réformes antérieures sans tenir compte des «besoins de nos enfants». Comme en témoigne la journée de mobilisation des fonctionnaires, le 10 octobre, le personnel éducatif exige

davantage des réformes sur le long terme, notamment contre les inégalités scolaires. Avec une priorité, selon Frédéric Rolet : «améliorer la formation des enseignants». Afin que les élèves apprennent, enfin, à bonne école. •

L'info en +
Au total, 85 % des Français se disent pour la féminisation des termes, selon un sondage Harris Interactive publié hier. «Chef» deviendrait ainsi «cheffe».

L'UNIVERSITÉ FAIT SA MUE

Quelles nouvelles modalités d'accès à la faculté ? Après trois mois de concertations, les acteurs de l'enseignement supérieur ont remis, hier, leurs propositions à la ministre, Frédérique Vidal. Deux objectifs en ligne de mire : mettre fin au tirage au sort à l'entrée des filières universi-

taires les plus demandées et tenter de réduire le taux d'échec en première année (environ 60 %). Plusieurs mesures sont envisagées pour désengorger les universités, comme l'instauration de prérequis pour y entrer, ou l'augmentation du nombre de places en BTS et IUT.



© M. EULER/AP/SIPA